

Une justice à géométrie variable

Francis Arzalier

L'Afrique, ces derniers mois, a vécu quelques événements importants que les médias français, en chœur, ont ignorés ou déformés.

Qu'on en juge :

- * En mars 2009, pour la première fois en neuf ans de pouvoir, les « libéraux » de M. Wade, patron du Sénégal, ont perdu les mairies des grandes villes du pays, à commencer celle de la métropole Dakar que devait récolter le « fils du patron » choisi par son papa comme son successeur : bel hommage posthume à notre ami Sémou qui s'en réjouit peut-être quelque part...
- * Autre info claironnée par nos lécheurs de bottes de l'image et de l'écrit, c'est le grand couplet répétitif sur les farouches défenseurs des « Droits de l'Homme » qui, au nom de la « communauté internationale » ont inculpé le président du Soudan devant la « Tribunal Pénal International » (TPI), pour crime contre l'humanité – pourquoi pas génocide : des mots qui sont lourds, qui sont mensongers.
- * Les « droits de l'Homme » ici sont souvent les droits des compagnies transnationales, qui ne supportent pas d'être évincées des sites pétroliers et d'uranium du Soudan, et demain du Tchad, par des concurrents ambitieux, chinois et autres indiens. La « communauté internationale », présentée comme unanime en l'occurrence, se limite cette minorité rassemblée autour de l'Atlantique nord, aux USA, à la France et l'Europe, aux maîtres du G7 qui se croient encore maîtres du globe. Les gouvernements africains, asiatiques, russe et latino-américains ont tous dit que cette inculpation d'un chef d'Etat en exercice était à la fois irréaliste, injuste et contreproductive.



Dessin de Damien Glez, *Le Journal du Jeudi*, Ouagadougou

- * Le TPI, jusqu'à présent, n'inculpe que des Africains en désaccord avec les dirigeants occidentaux. Les torturés d'Irak ou de Guantanamo, les Sahraouis occupés et brutalisés par le Maroc, les Palestiniens massacrés par les colons sionistes à Gaza, et bien d'autres, n'ont amené aucune inculpation aux USA, en Israël ou ailleurs.

Le résultat le plus évident de la mise hors-la-loi du président soudanais n'a eu pour résultat que de susciter au Soudan une vague nationaliste en sa faveur, l'expulsion des ONG du Darfour : une victoire pour les droits de l'Homme ? Personne ne prend pour un ange El Béchir, parvenu au pouvoir par la force, allié et adversaire des intégristes d'El Tourabi, ordonnateur de la terreur au Sud-Soudan et au Darfour. Mais souvenons-nous d'un passé brûlant : les turpitudes de Saddam Hussein justifiaient-elles le désastre irakien ?

Décidément, une petite voix discordante dans le concert français des médias, aux mains des lèche-président, mérite toujours d'exister : cela justifie nos efforts.